Afin d'intéresser un plus grand nombre de nos compatriotes à l'œuvre de l'enseignement supérieur, nous avons demandé à l'Université de mettre en vigueur une loi passée par la Législature en 1887, et créant une corporation intitulée: « Syndicat financier de l'Université Laval de Québec. » Ce syndicat n'a évidemment pas pour but d'enlever au conseil universitaire la direction de la maison; il doit seulement travailler de son mieux à lui fournir les ressources nécessaires pour perfectionner le haut enseignement et donner à nos jeunes gens toutes les facilités possibles de succès, quelle que soit la carrière qu'ils veulent embrasser. Ce syndicat est déjà régulièrement formé et prêt à se mettre à l'œuvre.

Espérant que vous verrez d'un œil favorable notre démarche, nous avons l'honneur d'être,

Cher confrère,

Vos bien dévoués

C.-A.-P. PELLETIER,

Président du comité de finances.

N.-E. DIONNE,

Secrétaire du comité de finances.

P. S. — Les souscriptions peuvent être adressées au trésorier ou à n'importe quel membre du comité des finances; rien ne s'oppose à ce qu'elles soient divisées en deux ou trois versements, si l'on trouve ce mode moins onéreux.

COMITÉ DE FINANCES

Sir A.-P. Pelletier.	L'honorable M.-C. Langelier.
Sir H.-L. Langevin.	M. l'abbé A. Gauvreau.
M. le juge Bossé.	M. le Dr A.-G. Belleau.
Mgr H. Têtu.	M. le notaire Sirois.
Les honorables MM. Parent.	M. le notaire Grenier.
" " Turgeon.	M. I.-N. Belleau.
" " V.-W. Larue.	Le Dr N.-E. Dionne.
" " Th. Chapais.	

SYNDICAT FINANCIER DE L'UNIVERSITÉ LAVAL A QUÉBEC

En 1887, la loi 50 Victoria, chapitre 32, incorporait ce syndicat. Le préambule fera comprendre le but de cette loi, que nous allons résumer :